

Ariel Sharon : criminel de guerre

Ariel Sharon est décédé ce jour.

Contrairement à ce que chante Brassens, les morts ne sont pas tous « des braves types ». Pas Sharon en tout cas.

Il y a 60 ans, le 14 octobre 1953, il est commandant de l'unité 101 qui attaque le village palestinien de Qibya. Il y a 70 morts, des villageois-e-s.

Pendant la guerre du Sinaï en 1956, 200 prisonniers égyptiens et soudanais sont massacrés et jetés dans une fosse commune par une unité israélienne dont Sharon faisait partie.

En 1971, il traque les « terroristes » de la bande de Gaza. Cette répression fera une centaine de morts.

Dès 1974, il devient un colon. Il possède de nombreuses propriétés ou ranchs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

En 1982, il commande l'armée israélienne qui envahit le Liban. Sa responsabilité dans le massacre de plus de 2000 Palestiniens des camps de Sabra et Chatila est établie, y compris par une commission d'enquête israélienne.

Dans les années 1990, il est ministre de la construction et programme des milliers de nouveaux logements dans les colonies.

Mais Sharon n'est pas qu'une brute épaisse. C'est un théoricien, disciple du sioniste « révisionniste » Vladimir Jabotinsky.

En 2000, il fait une provocation très calculée sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem. Profitant des violences qui suivent, il gagne les élections avec le slogan : « nous n'avons pas achevé la guerre de 1948 ». Son idée est de confiner les Palestiniens dans des zones surpeuplées, d'en faire partir le maximum et d'occuper le plus grand territoire possible. Il porte une responsabilité majeure dans le massacre du camp de Jénine, le siège de l'Église de la Nativité ou celui de la Mouqata'a à Ramallah.

Sa décision d'évacuer les colons de Gaza a été un trait de génie. Elle a débouché sur la division de la Palestine et le blocus.

Avec Gaza, les Palestiniens sont aussi nombreux que les Juifs israéliens entre mer et Jourdain.

Sans Gaza, devenu une cage, les Palestiniens restent minoritaires.

Comment un tel criminel de guerre a-t-il pu poursuivre ses activités sans être inquiété ? Pourquoi la communauté internationale a-t-elle qualifié un tel homme de « modéré » et le parti « Kadima » qu'il a créé de « parti centriste » ?

Ces questions autour du personnage de Sharon posent la question de l'impunité des dirigeants israéliens et de la complicité occidentale.

Plus que jamais, pour qu'il n'y ait plus jamais de Sharon, nous appelons au boycott, désinvestissement, sanctions contre l'Etat d'Israël et au jugement de tous les dirigeants qui ont commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

Le 11 janvier 2014, le Bureau national de l'UJFP